

Refusons l'ubérisation de la France

François Hollande a annoncé une série de mesures « pour l'emploi ». Résultat : fuite en avant dans le low cost et la compétitivité coût, utilisation de la révolution numérique comme outil de dumping, de casse des droits liés au salariat et à la protection sociale. Et bien sûr, aucune création d'emploi à attendre.

PÉRENNISATION DU PACTE DE RESPONSABILITÉ

0 emploi créé, mais on continue les 40 milliards de cadeaux au patronat = coupes dans les dépenses publiques, augmentation d'impôts pour les ménages et déficit pour la Sécurité sociale.



LÉGALISATION DES LICENCIEMENTS ABUSIFS

Remplacement du plancher minimum de condamnation en cas de licenciement abusif par un plafond maximum. Comment réclamer le paiement de ses heures sup ou faire respecter son éthique professionnelle quand on peut être licencié sans motif du jour au lendemain? 10 ans après le retrait du Contrat Première Embauche (CPE), le gouvernement veut imposer un CPE pour tous et sans limitation de durée.



UBÉRISATION DU SALARIAT

Dérèglementation du statut d'auto-entrepreneur et du portage salarial qui pourra être élargi à l'ensemble des travailleurs : dumping et remplacement progressif des salariés par des travailleurs sans droits ni protection.



TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Possibilité de négocier à l'entreprise des dérogations sur le nombre maximum d'heures sup. et d'en baisser le niveau de rémunération. Pourtant, les 35 heures ont permis de créer 400 000 emplois.



5 propositions pour créer de l'emploi !

Alors que 6,5 millions de personnes sont inscrites à pôle emploi, et notamment les jeunes et les seniors, il y a urgence à mettre en place une politique qui permette vraiment de créer de l'emploi. Il faut rompre avec le low cost et la compétitivité coût, parier sur la qualité et les qualifications et préparer l'avenir. La CGT et son UGICT font 5 propositions :

- 1. Mettre en place un plan de relance**, en France et en Europe et rompre avec l'austérité. Comme le proposent l'ensemble des syndicats européens, il faut investir dans les services publics, les infrastructures, une réelle transition environnementale et énergétique et la recherche pour préparer l'avenir et répondre aux besoins des populations.
- 2. Réorienter les 200 milliards d'exonérations fiscales et sociales** dont bénéficient les entreprises (pacte de responsabilité, Crédit Impôt Recherche...) au service des créations d'emploi, de l'investissement, de la recherche et de la lutte contre la précarité.
- 3. Réduire le temps et la charge de travail**, sur la semaine, l'année et la vie toute entière, alors que certain-es travaillent trop (44h30/semaine pour les cadres) et d'autres sont enfermés dans le sous-emploi. La révolution numérique, l'automatisation et la robotisation vont permettre 20 à 40 % de gain de productivité. Le progrès technologique doit servir à s'émanciper du travail !
- 4. Lutter (enfin) contre la finance** : n'est-ce pas les 60 % d'augmentation du montant des dividendes depuis la crise de 2008 qui plombent notre économie, plutôt que le prétendu coût du travail ? N'est-ce pas le diktat des multinationales qui asphyxie les PME plutôt que la prétendue complexité du code du travail ? Mettons en place un droit de refus et d'alternative pour nous permettre de faire primer notre éthique professionnelle sur le management par les coûts. Restaurons l'autonomie, l'initiative et le collectif de travail pour nous permettre de bien travailler. Réformons la fiscalité des entreprises pour mettre fin au « plus on est gros, moins on paie d'impôts ». Renforçons la Banque Publique d'Investissement pour assurer un financement au long terme aux PME. Responsabilisons les donneurs d'ordres et limitons la sous-traitance, instaurons des critères sociaux et environnementaux à l'entrée de l'U.E. pour défendre notre industrie et lutter contre le dumping.
- 5. Augmenter les salaires, reconnaître les qualifications et instaurer l'égalité Femmes/Hommes.** C'est la demande qui crée l'emploi, et elle est d'abord liée à la consommation des ménages !

La France a des atouts : sa démographie, son potentiel productif et sa recherche, des services publics efficaces au service de l'intérêt général, une jeunesse qui n'a jamais été aussi diplômée. C'est là-dessus qu'il faut s'appuyer pour renouer avec le progrès.

Impliquez-vous, syndiquez-vous à la CGT
ugict.cgt.fr

Nom-Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Courriel :
Portable : Fixe



Bulletin de syndicalisation à renvoyer à :
UGICT-CGT - Vie syndicale
263 rue de Paris // Case 408 // 93516 Montreuil Cedex
ugict@cgt.fr // 01 55 82 83 40